



CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Réunion Dialogue social annuel: Semestre européen 2015/2

**Gouvernement – partenaires sociaux représentatifs sur le plan
national
sous l'égide du CES**

**Poursuite de l'échange de vues sur le semestre européen –
PNR et PSC**

Luxembourg, le 30 mars 2015

Présentation powerpoint du Gouvernement

Les principales priorités en vue de l'élaboration du Plan national de Réforme (PNR) et du Programme de Stabilité et de Croissance (PSC), établies notamment, sur base de l'analyse de la situation du Luxembourg par la Commission européenne et de ses recommandations afférentes



Présentation des priorités en vue de l'élaboration du Programme national de réforme et du Programme de stabilité 2015

2^{ème} réunion du dialogue social régulier
30 mars 2015





1. Analyse de la mise en œuvre des recommandations par pays au Luxembourg
2. Les prochaines étapes



Le semestre “luxembourgeois” 2015

- Réponses aux recommandations de la Commission et du Conseil de l’UE
- Etat des lieux du Programme national de réforme 2015
- Etat des lieux du Programme de stabilité 2015



➤ Situation économique relativement favorable

Croissance du PIB: +2,9% , contre +1,7% dans l'UE (2014, p)

Prévisions du PIB: +3,3% (2015) et +3,7% (2016-2018)

Balance courante excédentaire: > +5% du PIB (2014)

Croissance de l'emploi: +2,3% (2014)

Taux de chômage: 7% , contre 9,8% dans l'UE (2015)

Prévisions du taux de chômage: 6,5% (2016-2018)

➤ Finances publiques saines (excédent structurel, investissement public élevé)

➤ Selon la Commission européenne, le Luxembourg n'est pas confronté à des déséquilibres macro-économiques selon la procédure "MIP" (2015)



- Mais difficultés pour le Luxembourg de renouer avec les niveaux de croissance d'avant-crise (moyenne de +4,7% entre 2000-2007)
- La croissance potentielle s'est affaïssée à environ +2%
- Progression faible de la productivité des facteurs
- *Importance d'un partenariat "Luxembourg 2020" pour une croissance intelligente, durable et inclusive à moyen et long terme*



Concernant ses objectifs nationaux 2020, le Luxembourg:

- devra faire des **efforts importants en matière de R&D**: dépenses en R&D (1,16% du PIB) en-dessous de l'objectif national 2020 (2,3-2,6%).
- devrait **atteindre les objectifs en matière d'éducation**:
 - décrochage scolaire faible au Luxembourg (6,5%) dans une comparaison UE (11,3%),
 - nombre de diplômés de l'enseignement supérieur élevé (53,6%) dans une comparaison UE (37,6%), et en forte hausse au fil des dernières années.



- devra faire des **efforts importants en matière de changement climatique/énergie**:
- niveau des émissions de gazes à effet de serre en baisse, mais efforts importants à faire pour 2020,
 - part des énergies renouvelables en hausse (3,6%), mais efforts importants à faire pour atteindre l'objectif national en 2020 (11%),
 - efficacité énergétique en hausse (diminution de la consommation en énergie depuis 2005).



- se trouve sur la **bonne trajectoire en matière d'emploi**: taux d'emploi plus élevé au Luxembourg (71,3%) que dans l'UE (68,4%), et en hausse depuis des années.
- devra faire des **efforts importants pour réduire les personnes en risque de pauvreté ou d'exclusion**: taux de risque de pauvreté/exclusion plus faible au Luxembourg (19%) que dans l'UE (24,5%), mais forte progression à la hausse au fil des dernières années.



- A la fin du semestre européen précédent, le Luxembourg a reçu **cinq recommandations** du Conseil de l'UE (été 2014) :
 1. préserver une situation budgétaire saine ;
 2. réduire les dépenses liées au vieillissement ;
 3. revoir le mode de formation des salaires et diversifier son économie ;
 4. poursuivre les efforts pour réduire le chômage des jeunes chez les demandeurs d'emploi peu qualifiés ;
 5. développer un cadre global et prendre des mesures concrètes afin de permettre la réalisation de l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre.
- Le rapport pays, publié en février 2015, dresse un état des lieux de la **mise en œuvre** de ces recommandations par le Luxembourg (économie, social, environnement).
- En été 2015 sera adressée au Luxembourg une **mise à jour de la liste des recommandations**, tenant compte des développements antérieurs.



Recommandation n°1: COM - **certaines progrès** (progrès substantiels pour l'adoption d'un cadre budgétaire à moyen terme, progrès limités pour l'élargissement de l'assiette de l'impôt).

Mesures prises par le gouvernement

- Respect des règles préventives du **Pacte de stabilité et de croissance** en 2015
- Loi du 19 décembre 2014 relative à la **programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018**
- « **Zukunftspaak** »
- Mise en place d'un **Conseil national des finances publiques**
- etc.



Recommandation n°2: COM - **progrès limités** (aucun progrès pour les dépenses relatives aux services de soins de longue durée, progrès limités en matière de retraite anticipée, progrès limités pour l'augmentation du taux de participation des travailleurs plus âgés).

Mesures prises par le gouvernement

- **Système de pensions**: Réforme en 2012 ; Réserves de 30,4% du PIB (2014) permettant un financement des prestations >2040 ; Analyse de la trajectoire financière tous les cinq ans - mise en place d'un "Groupe de pensions" en 2016.
- **Assurance dépendance**: Equilibre financier fragile mais pas de déficit prévu avant 2017 ; Nécessité d'une réforme structurelle ; Débat de consultation à la Chambre des Députés en 2014.
- **Révision du système de pré-retraites, Réforme du reclassement interne et externe, Projet de loi portant introduction d'un paquet de mesures en matière de politiques des âges, Extension de la couverture des pensions complémentaires, etc.**



Recommandation n°3: COM - **progrès limités** (aucun progrès sur la réforme du système de fixation des salaires, progrès limités en ce qui concerne la diversification de son économie).

Mesures prises par le gouvernement

- **Engagement politique concernant le système d'indexation automatique pour 2014-2018**, tenant compte de l'évolution de la situation économique et des prix au Luxembourg.
- **Mise en oeuvre d'une stratégie de spécialisation multi-sectorielle** (TIC, Logistique, Ecotech, Biotech, Spacotech).
- Multiples mesures pour encourager la R&D privée: **stratégie smart specialization, contrats de performance avec les CRPs et Luxinnovation, Loi relative à la promotion de la RDI, Luxembourg cluster initiative**, plateforme de capital investissement **Seed4Start**, programme **ProofOfConcept** de conversion de la R&D en innovations économiquement viables, etc.



Recommandation n°4: COM - **progrès limités** (certains progrès pour le chômage des jeunes, certains progrès pour les politiques d'activation des jeunes, aucun progrès pour la réduction des incitations financières à ne pas travailler, aucun progrès pour la réforme de l'enseignement secondaire, progrès limités pour l'enseignement et la formation professionnelle).

Mesures prises par le gouvernement

- **Garantie pour la jeunesse, Projet “Job elo!”, Cours de langues pour jeunes immigrés, Programme gouvernement-UEL “Entreprises, partenaires pour l’emploi”.**
- **Projet de loi sur l’organisation de la Maison de l’Orientation et la réorganisation de l’orientation scolaire et professionnelle, Bilan de mise en oeuvre de la réforme de l’école fondamentale, Projet de loi sur la réforme de l’enseignement secondaire, Création d’une nouvelle école internationale, etc.**



Recommandation n°5: COM - **aucun progrès** (pas avancé dans l'adoption de mesures destinées à faciliter la réalisation de l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre ne relevant pas du SEQE, aucun progrès en ce qui concerne l'imposition des produits énergétiques utilisés dans les transports)

Mesures prises par le gouvernement

- **Deuxième Plan d'action de réduction des émissions de CO₂** (domaines de l'Énergie, Industrie, Transports, Logement, etc).
- **Pacte climat avec les communes.**
- **Étude de faisabilité économique d'une réforme de la fiscalité des produits énergétiques dans le transport** (faisant part des travaux menés en vue de la réforme fiscale générale prévue pour 2017).



- L'économie luxembourgeoise se trouve en relativement bonne santé. Les prévisions pour les années à venir montrent également des signes positifs.
- Cependant, le Luxembourg doit également faire face à un certain nombre de défis: soutenabilité à long terme des finances publiques, productivité et compétitivité-coûts, climat&énergie, cohésion sociale.
- Plaidoyer pour une démarche partenariale concertée.



1. Analyse de la mise en œuvre des recommandations par pays au Luxembourg
2. Les prochaines étapes



Semestre « européen et national » 2015

28 novembre 2014 Publication de l'Examen annuel de la croissance 2015 par la COM

26 janvier 2015 1^{ère} réunion dialogue social au Luxembourg au CES

26 février 2015 Adoption des rapports par pays 2015 par la COM (+examens approfondis PDM)

19-20 mars 2015 Conseil européen

30 mars 2015 2^{ème} réunion dialogue social au Luxembourg au CES

21/30 avril 2015 Adoption du PNR & PSC 2015 au Conseil de gouvernement (TBC)

5 mai 2015 Déclaration sur l'état de la nation par le Premier ministre

Mi-mai 2015 Proposition de recommandations spécifiques par pays 2015-2016 par la COM

25-26 juin 2015 Conseil européen (approbation des recommandations spécifiques par pays)

Fin juin/juillet 2015 3^{ème} réunion entre le gouvernement et les partenaires sociaux

Mise en oeuvre

Juillet 2015 Mise en œuvre des recommandations par pays 2015-2016

(Date à définir) 4^{ème} réunion entre le gouvernement et les partenaires sociaux

15 octobre 2015 Soumission du Projet de plan budgétaire 2016 du Luxembourg à la COM

Lancement du semestre « européen » 2016

Novembre 2015 Publication de l'Examen annuel de la croissance 2016 par la COM

Fin 2015-2016 Relance de la stratégie Europe 2020 au niveau communautaire par la COM

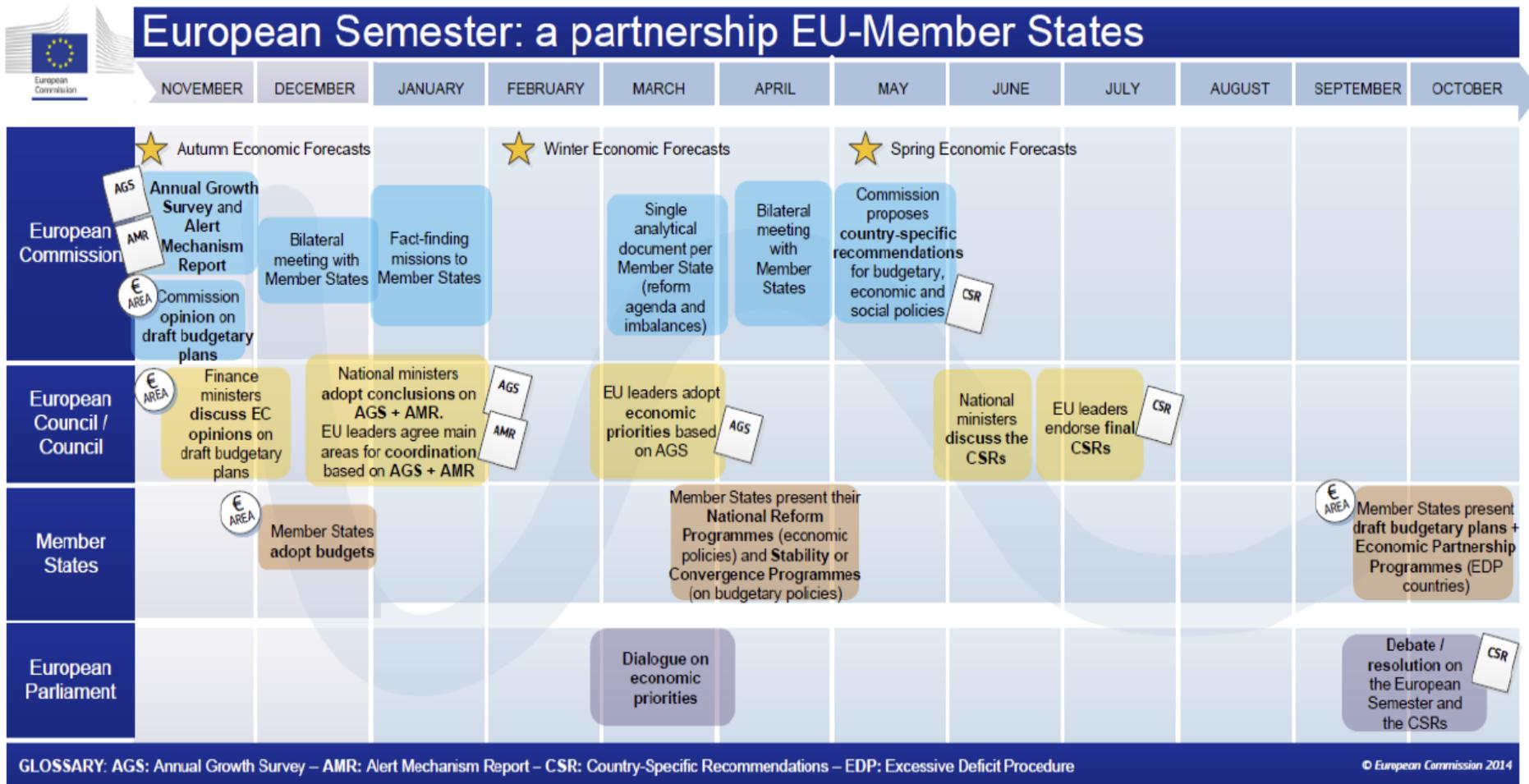


➤ Merci pour votre attention.



➤ Annexes

A1 - Calendrier du semestre européen

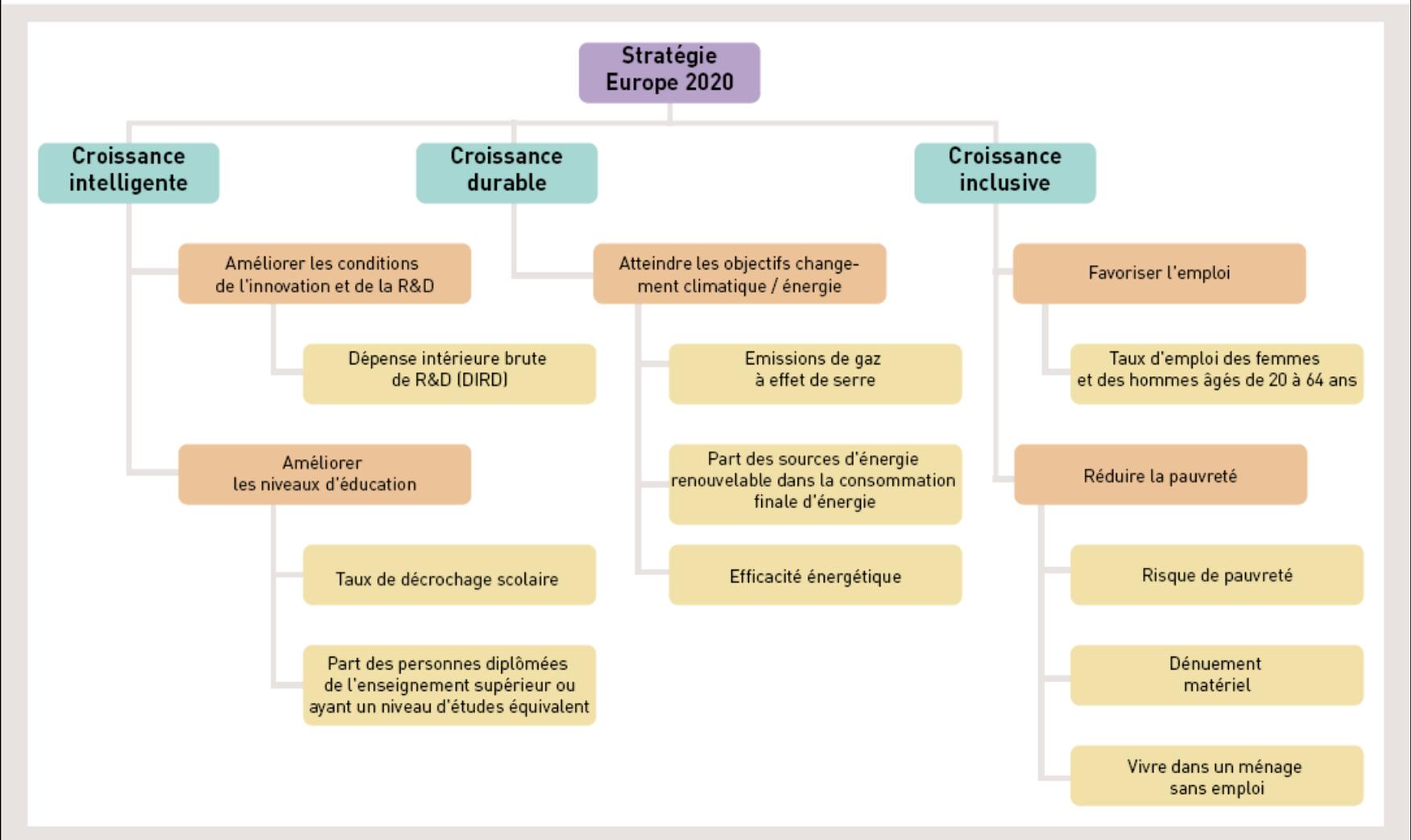




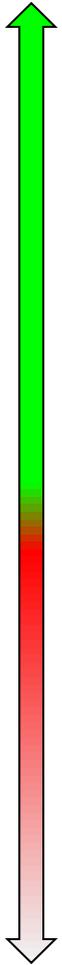
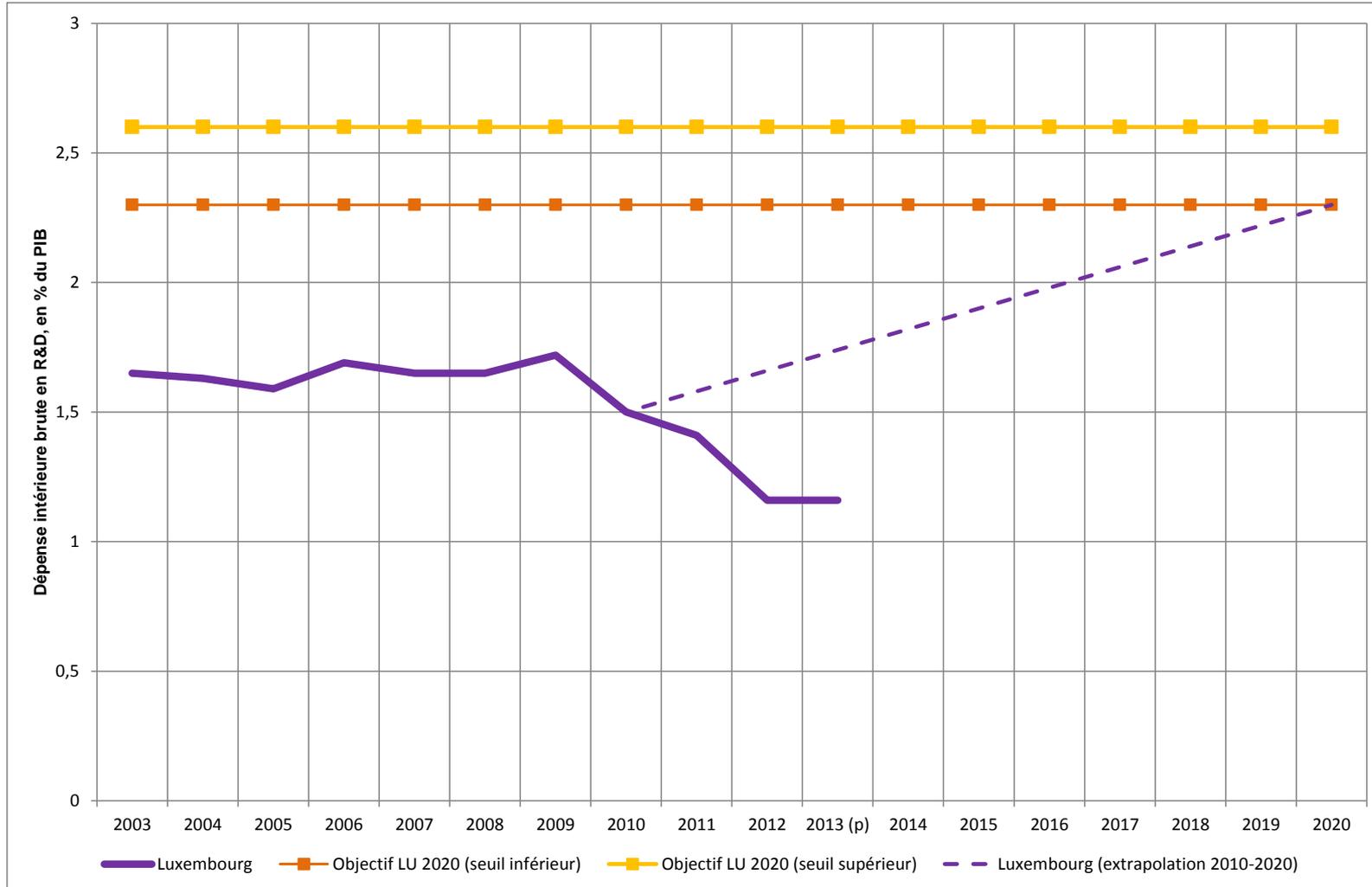
- Lors du lancement de la stratégie Europe 2020, les Etats membres ont dû se fixer des objectifs nationaux quantifiés pour l’année 2020 dans trois domaines prioritaires: une croissance intelligente, durable et inclusive ;
- Le Luxembourg s’est fixé de tels objectifs dans le cadre de son premier PNR « Luxembourg 2020 » ;
- Des indicateurs permettent de dresser un état des lieux annuel de la mise en œuvre des ces objectifs quantifiés (Eurostat) ;



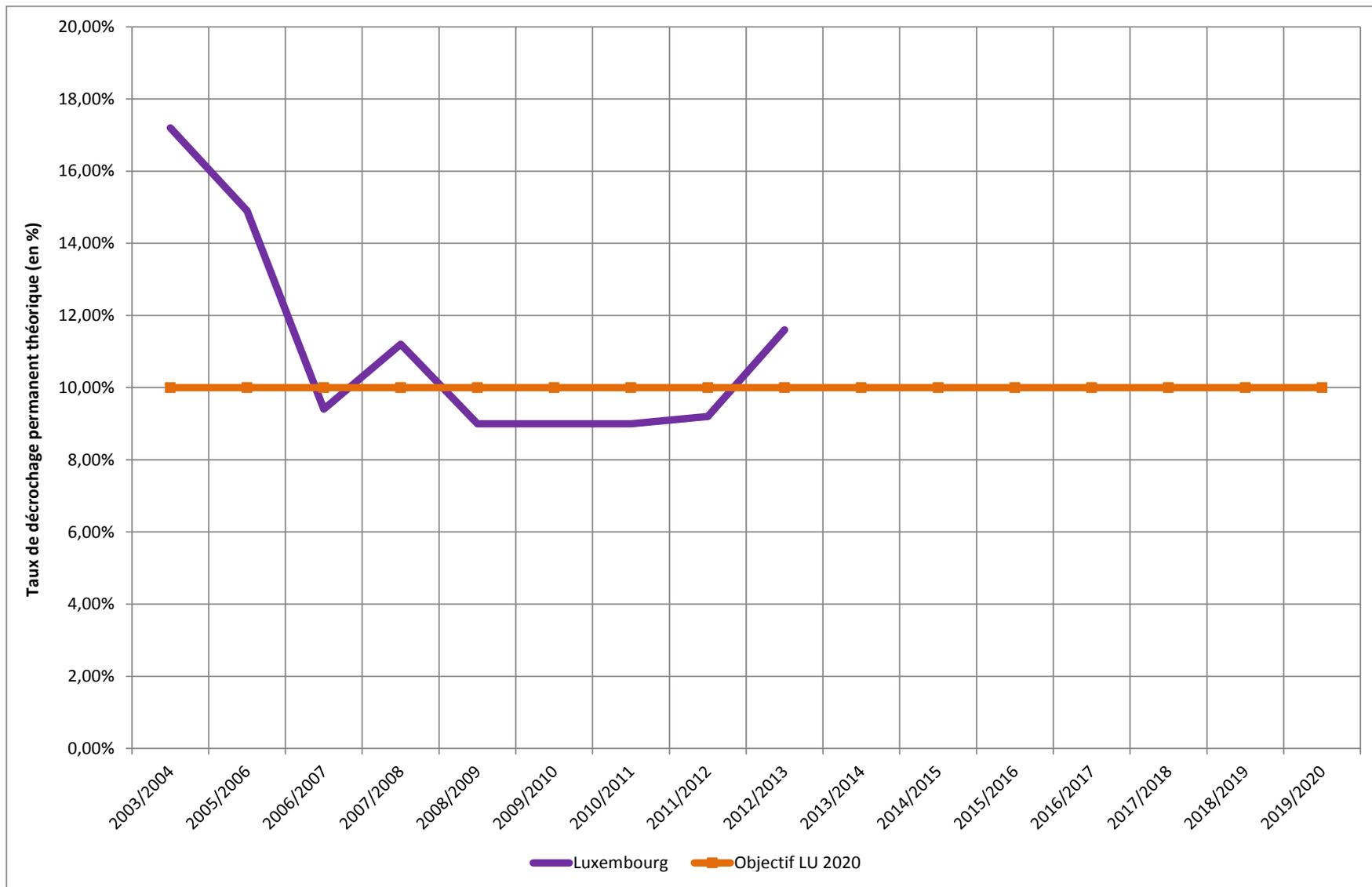
Figure 26
Les priorités, objectifs et indicateurs de la stratégie Europe 2020

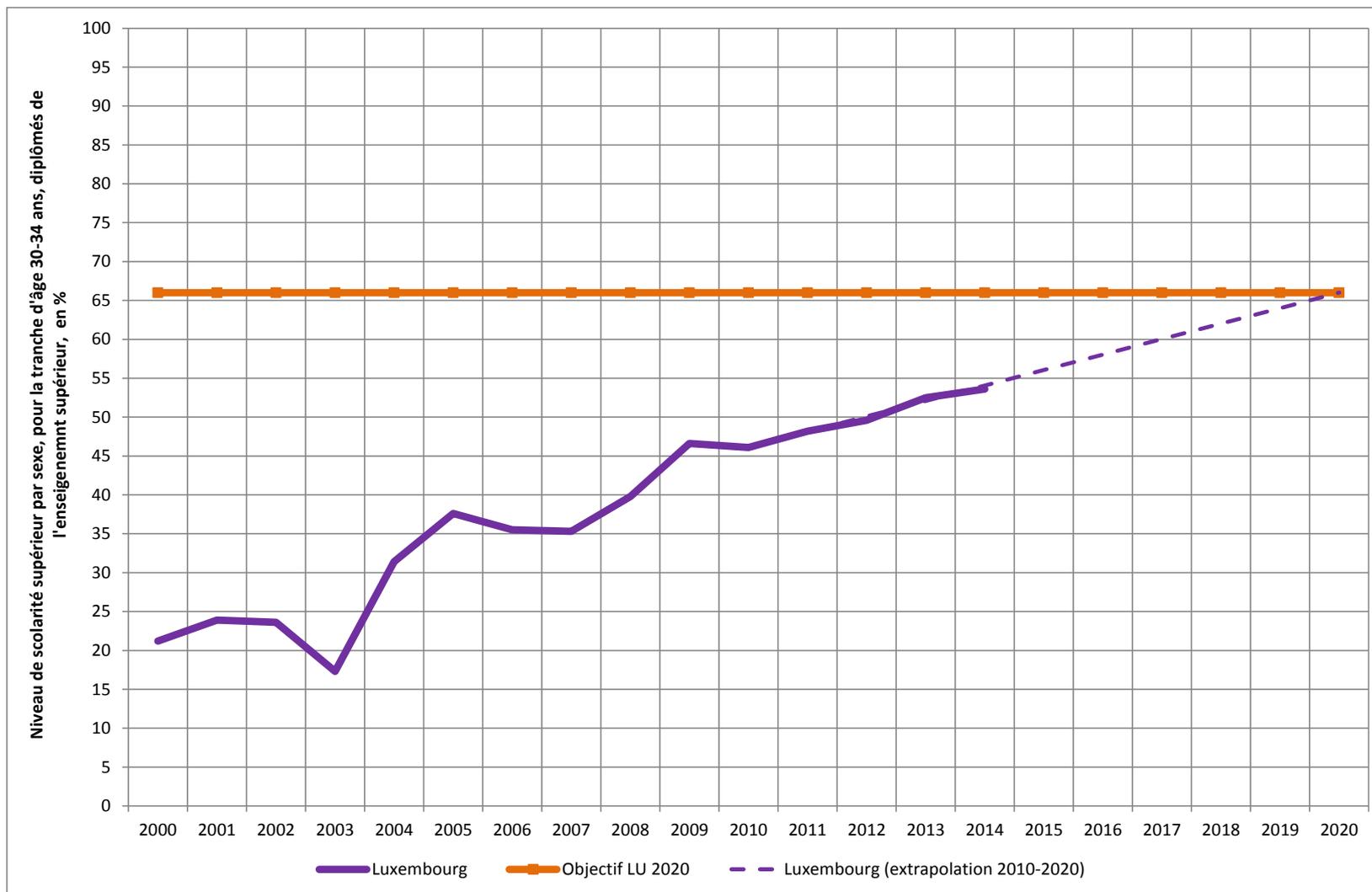


Priorité 1 "croissance intelligente" - objectif 1 R&D

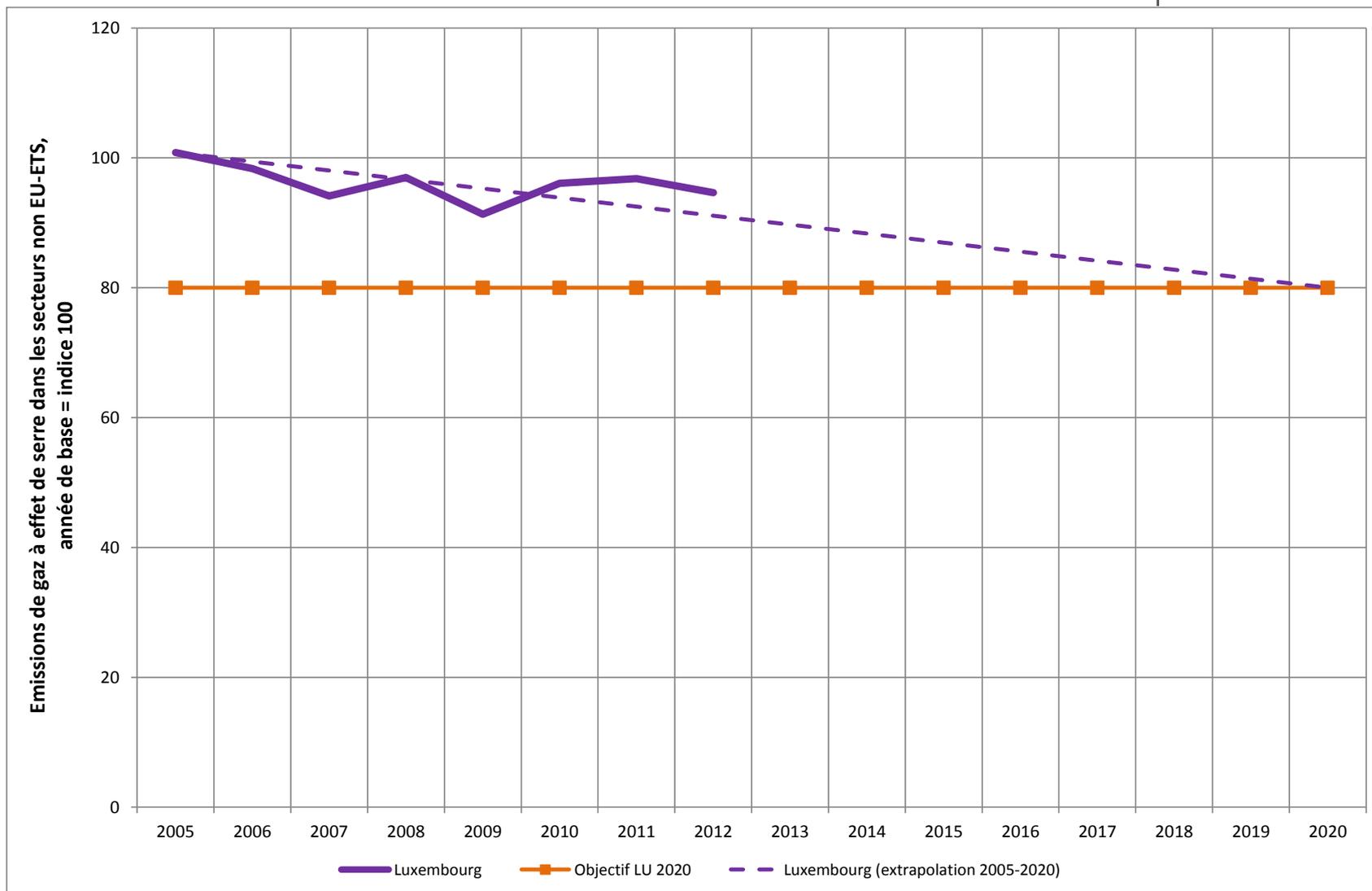


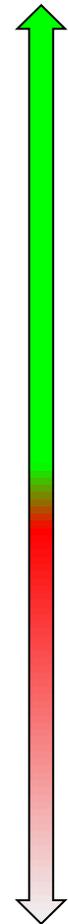
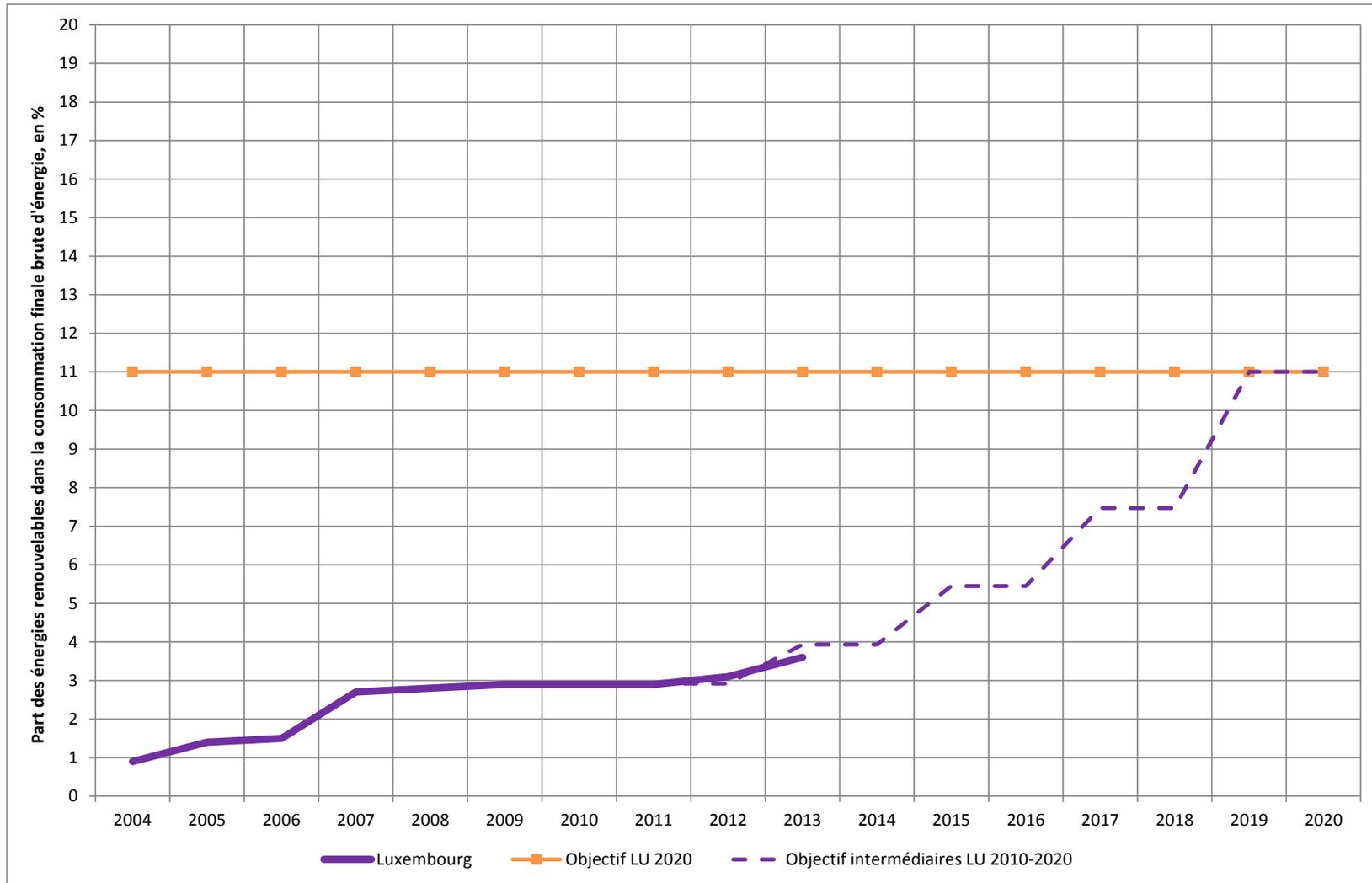
Priorité 1 "croissance intelligente" - objectif 2.1 décrochage scolaire

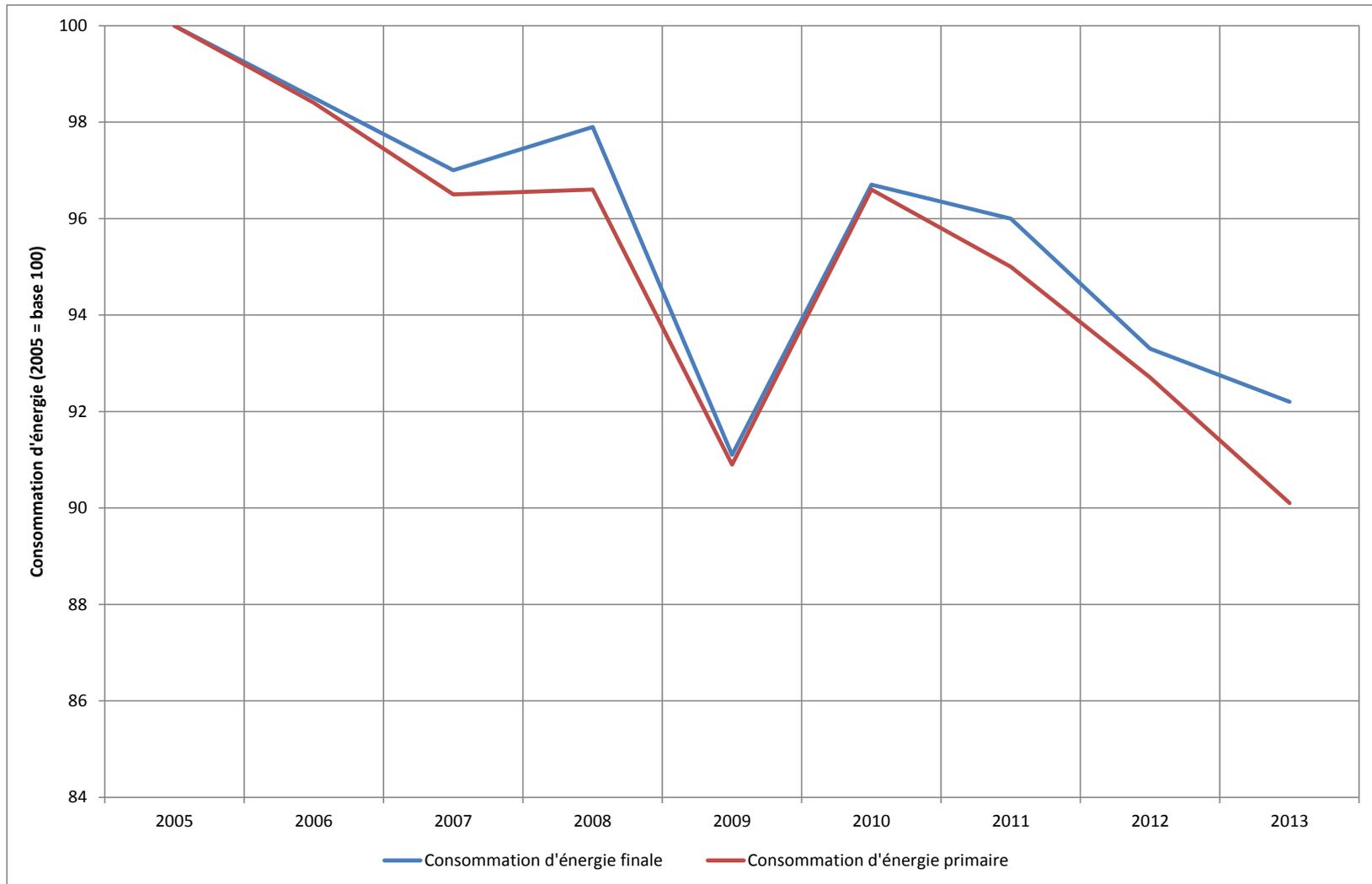




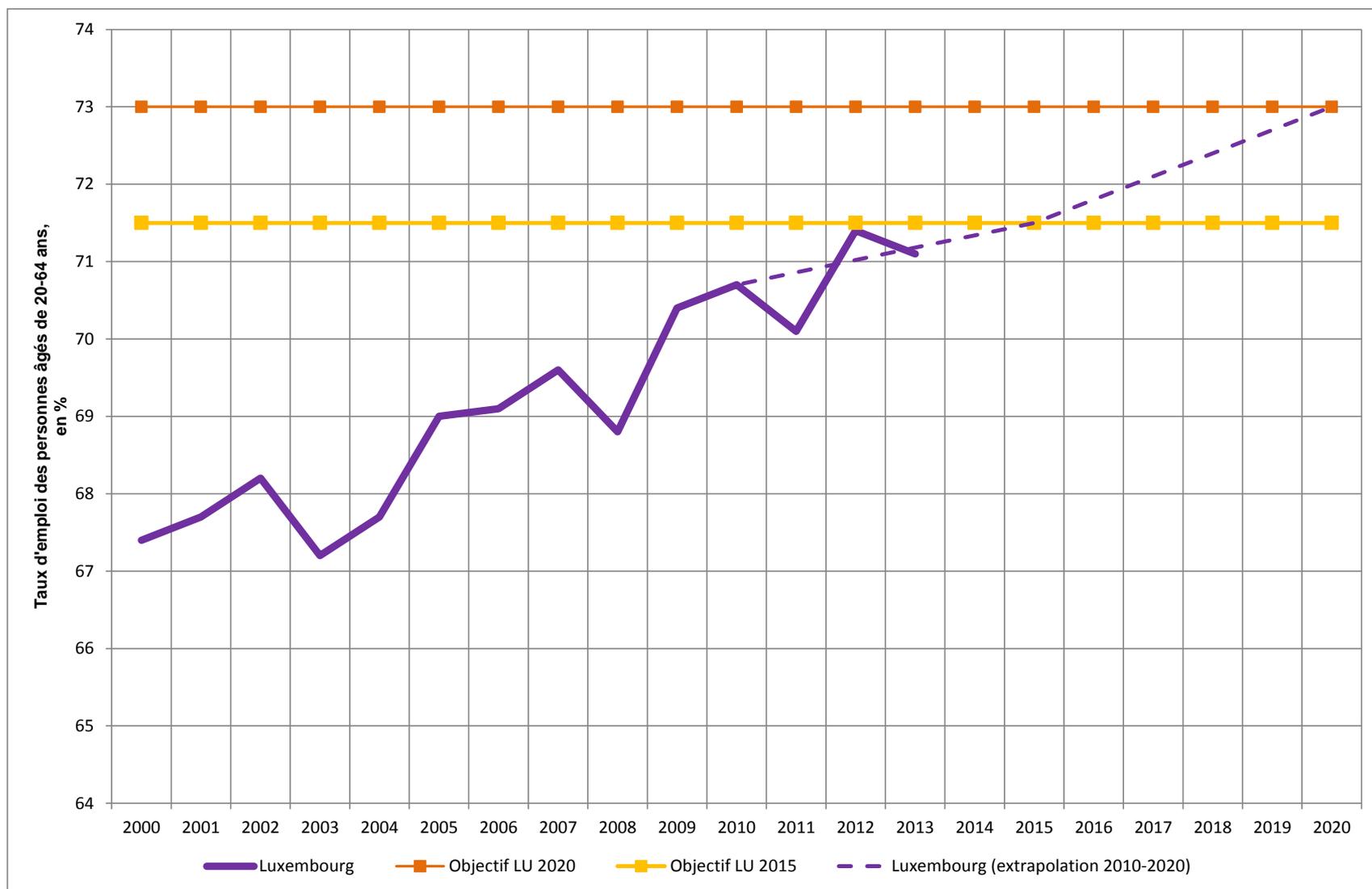
Priorité 2 “croissance durable” - objectif 3.1 émissions de GES

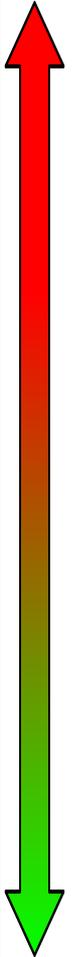
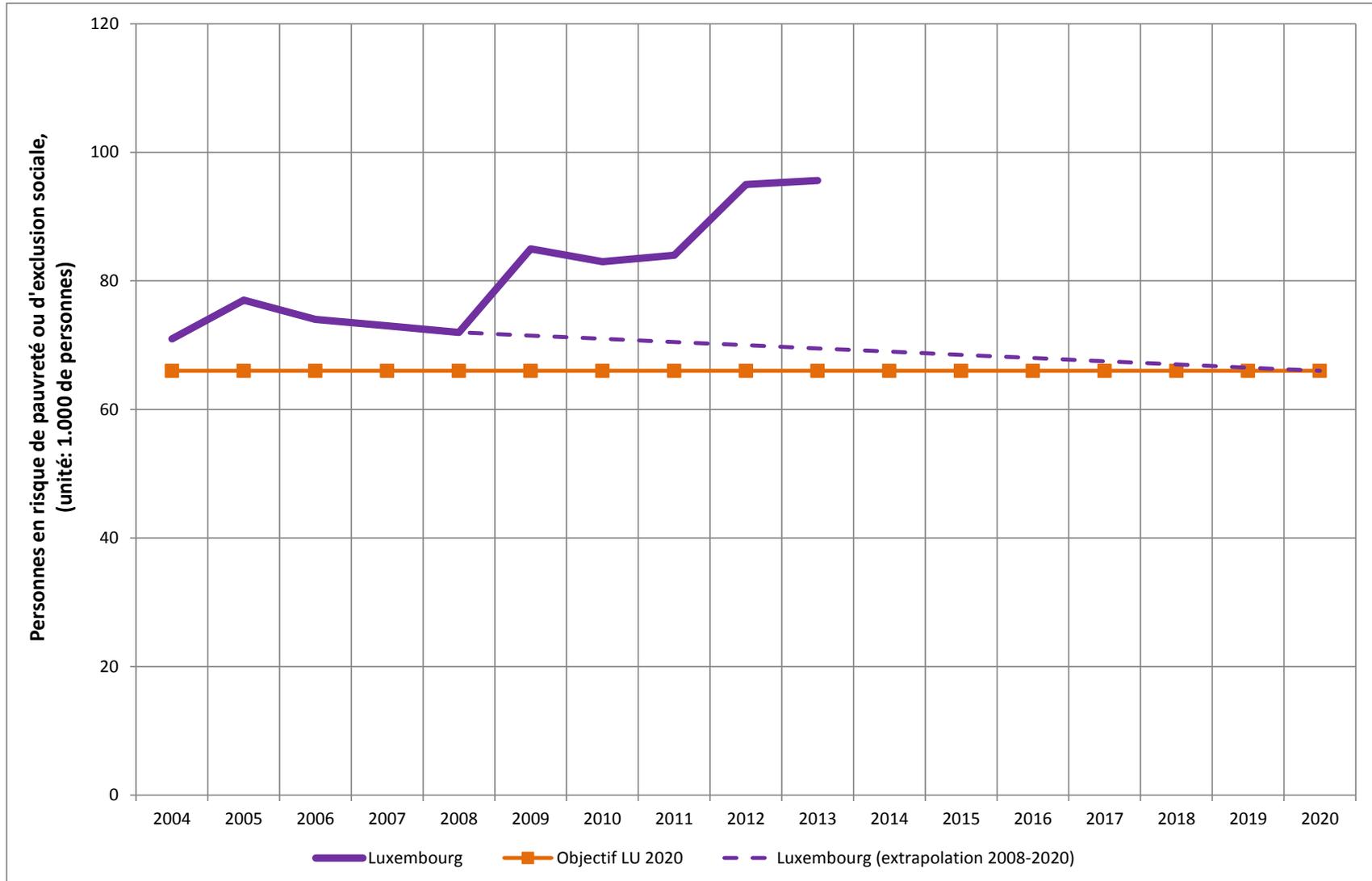






Priorité 3 "croissance inclusive" - objectif 4 emploi





Priorités	Croissance intelligente			Croissance durable			Croissance inclusive	
Objectifs	Améliorer les conditions d'innovation et de R&D	Améliorer les niveaux d'éducation		Atteindre les objectifs du changement climatique / énergie			Favoriser l'emploi	Réduire la pauvreté
Indicateurs	R&D	Décrochage scolaire	Supérieur	GES	Renouvelable	Efficacité énergétique	Taux d'emploi	Pauvreté
Unité	% du PIB	%	% des 30-34 ans	MtOe	%	%	% des 20-64 ans	Personnes
LU (Eurostat)	1,16	6,5 (Eurostat) 11,6 (Gouv)	53,6	9,85	3,6	/	71,7*	95.600
Tendance	-	+	+	-	+	+	+	-
Objectif LU 2015	2,0%	/	/	/	5,45%	14,06% **	71,5%	/
Objectif LU 2020	2,3-2,6%	<10%	66%	8,085	11%	48.789 GWh	73,0%	-6.000
Objectif Europe 2020	3%	<10%	>40%	-20%	20%	20%	75%	-20 millions